

Critique sociale et politiques de la langue. Une rencontre moldave.

Par Marc Maesschalck

Pour la critique sociale, le rôle de la politique des langues reste souvent à l'arrière-plan, comme s'ils agissaient plutôt d'un symptôme des rapports de force en présence que d'un constituant des modes de gouvernement des conduites humaines. Une rencontre m'a amené à voir les choses d'une toute autre manière, celle d'Oleg Bernaz, philosophe et linguiste moldave qui étudie les politiques de la langue dans son pays depuis la chute de l'Union Soviétique. Chronologiquement, l'expérience des langues dans ce pays est étonnamment proche de moments clés de la « créolisation » de l'espace public en Haïti. Là-bas, tout a basculé le 31 août 1989. La jeune République moldave promulguait alors une « loi des langues » visant à réformer à la fois l'alphabet et la grammaire du Moldave « déformé », selon le texte, par les décisions de la période soviétique qui avait privilégié l'assimilation aux langues slaves (Loi 3462).

Politique de la langue ! Il semblait essentiel pour ces parlementaires d'intégrer l'indépendance linguistique

au processus d'indépendance politique en liant intimement destin d'un peuple et pouvoir sur sa langue. Une telle décision restait, sur le fond, dans la droite ligne des choix qui avaient conduit soixante ans plus tôt la jeune Union soviétique à vouloir rapprocher le moldave du corpus slave et à l'éloigner de l'emprise du roumain, notamment en imposant à cette langue l'alphabet cyrillique. L'enjeu demeure de construire le pouvoir politique à travers l'action sur la langue vivante.

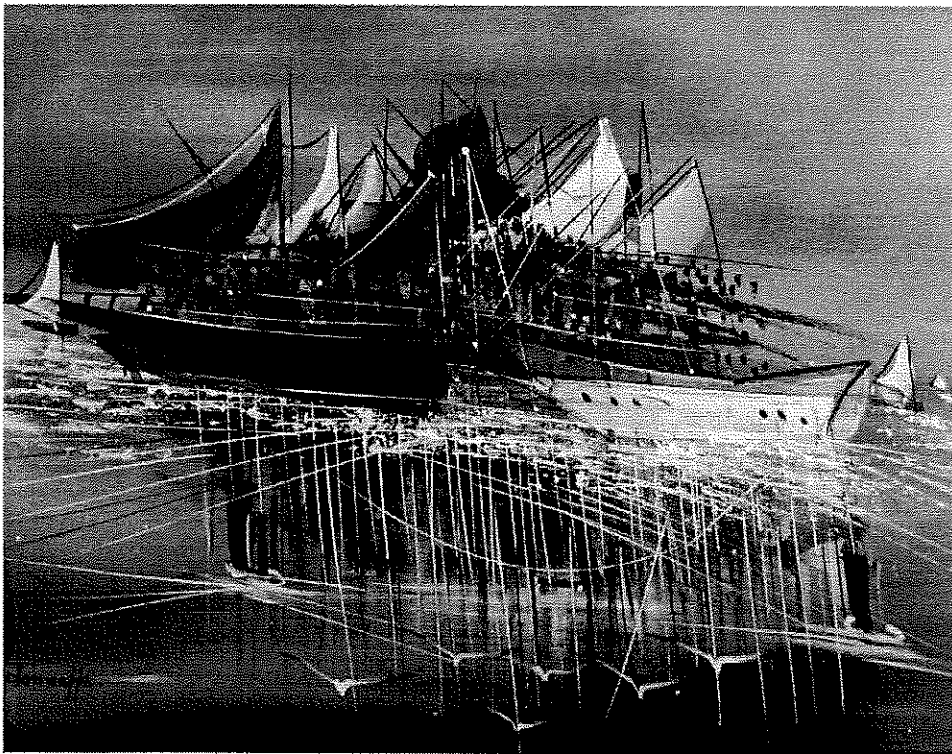
Que révèle un tel choix ? Quelle est sa portée exacte du point de vue d'une critique sociale ? N'est-ce pas une attitude typique de la modernité politique cherchant à maîtriser l'identité collective par l'attachement au désir d'authenticité d'une communauté nationale unie par la parole, les rites et les croyances ? Michel Foucault lui-même n'a-t-il pas noté combien les savoirs de la langue ont pu conditionner les représentations modernes de l'identité politique ? Pourtant, au début du XXe siècle, les enjeux changent. Si les empires coloniaux ont tous décidé des politiques de

Critique sociale

la langue et opté pour une éducation coloniale basée sur des processus d'identification à la langue dominante, la jeune Union soviétique, préoccupée par une hypothétique union internationale des prolétaires, a tenté de définir avec Lénine comme théoricien politique, sa propre approche de la question. De fait, les révolutionnaires marxistes étaient persuadés que l'avenir des nouvelles républiques passerait certes par le stade d'une identité nationale plus forte, mais en vue de dépasser cette dernière en produisant les contradictions nécessaires entre forces productives et atteindre le stade supérieur de la lutte des classes, le socialisme d'Etat.

Cette vision des choses a incité les révolutionnaires à lutter pour l'émancipation des langues locales et pour leur participation à la structuration de l'ordre social. Il en est allé ainsi du Turkménistan et du Kazakhstan par exemple, avec l'action d'un Valentin Voloshinov. Le même engouement a encouragé les recherches sur le Moldave dans les années 20. Jakobson a consacré ses premières recherches à ce sujet. L'enjeu de ces politiques de la langue était de taille car il fallait à la fois favoriser la modernisation de société encore ancrée dans le féodalisme et s'assurer en même temps de leur fidélité au projet politique d'union révolutionnaire autour de la Russie. Les langues ont ainsi participé au façonnage d'un processus d'union basé sur la recherche de solidarités structurales entre des zones géographiques souvent lointaines. Il s'agissait de rassembler ceux qui se sentent du Nord, de la campagne, d'une zone minière, ou maritime en reliant des caractéristiques climatiques, économiques et culturelles avec des particularités linguistiques, phonologiques ou syntaxiques. La langue locale apparaissait ainsi pour la première fois comme un principe d'internationalisation possible, de dépassement des particularités, permettant d'apprendre à créer de nouvelles zones de développement en fonction de simples proximités structurales. La politique de la langue devenait un outil pour tirer parti de l'archipel constitué par les rhizomes linguistiques.

Ce qu'il faut donc assumer, pour une critique sociale, c'est qu'au XXe siècle, le schéma moderne de la langue comme ferment d'unité nationale par l'identification des sujets à un « parler commun » (ces variations linguistiques dont on pense qu'elles nous définissent...), ce schéma moderne est remplacé par une dynamique totalement différente. La langue n'est plus un enjeu d'unité intérieure, elle est un enjeu d'union extérieure : formuler une grammaire, standardiser une forme d'orthographe et de transcription de l'oralité, distinguer et classer des pratiques phonologiques, c'est non seulement constituer une zone de développement des masses tournée vers l'extérieur, mais aussi modifier les capacités de prise de conscience de ces masses. Le choix d'une politique incertaine d'égalité devant le langage ouvre la multitude à d'autres horizons d'expérience que celui imposé par les contraintes matérielles. Le contrôle sur la langue c'est aussi le contrôle du passage vers l'autre.



Bateau en partance © Roosevelt Chardonay, peintre de carrefour

Illustration de l'article "Une littérature de la partance", mai-juin 2016.

Critique sociale et politiques de la langue. Une rencontre moldave.

Par Marc Maesschalck

Pour la critique sociale, le rôle de la politique des langues reste souvent à l'arrière-plan, comme s'ils agissaient plutôt d'un symptôme des rapports de force en présence que d'un constituant des modes de gouvernement des conduites humaines. Une rencontre m'a amené à voir les choses d'une toute autre manière, celle d'Oleg Bernaz, philosophe et linguiste moldave qui étudie les politiques de la langue dans son pays depuis la chute de l'Union Soviétique. Chronologiquement, l'expérience des langues dans ce pays est étonnamment proche de moments clés de la « créolisation » de l'espace public en Haïti. Là-bas, tout a basculé le 31 août 1989. La jeune République moldave promulguait alors une « loi des langues » visant à réformer à la fois l'alphabet et la grammaire du Moldave « déformé », selon le texte, par les décisions de la période soviétique qui avait privilégié l'assimilation aux langues slaves (Loi 3462).

Politique de la langue ! Il semblait essentiel pour ces parlementaires d'intégrer l'indépendance linguistique

au processus d'indépendance politique en liant intimement destin d'un peuple et pouvoir sur sa langue. Une telle décision restait, sur le fond, dans la droite ligne des choix qui avaient conduit soixante ans plus tôt la jeune Union soviétique à vouloir rapprocher le moldave du corpus slave et à l'éloigner de l'emprise du roumain, notamment en imposant à cette langue l'alphabet cyrillique. L'enjeu demeure de construire le pouvoir politique à travers l'action sur la langue vivante.

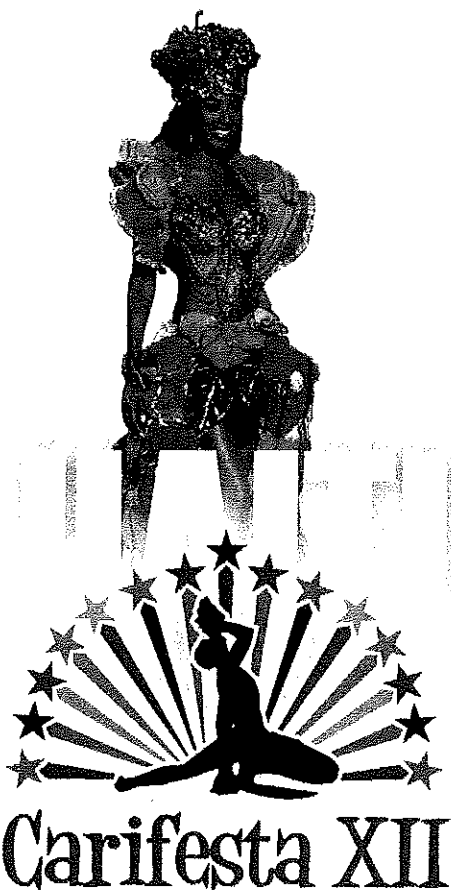
Que révèle un tel choix ? Quelle est sa portée exacte du point de vue d'une critique sociale ? N'est-ce pas une attitude typique de la modernité politique cherchant à maîtriser l'identité collective par l'attachement au désir d'authenticité d'une communauté nationale unie par la parole, les rites et les croyances ? Michel Foucault lui-même n'a-t-il pas noté combien les savoirs de la langue ont pu conditionner les représentations modernes de l'identité politique ? Pourtant, au début du XXe siècle, les enjeux changent. Si les empires coloniaux ont tous décidé des politiques de

Critique sociale

la langue et opté pour une éducation coloniale basée sur des processus d'identification à la langue dominante, la jeune Union soviétique, préoccupée par une hypothétique union internationale des prolétaires, a tenté de définir avec Lénine comme théoricien politique, sa propre approche de la question. De fait, les révolutionnaires marxistes étaient persuadés que l'avenir des nouvelles républiques passerait certes par le stade d'une identité nationale plus forte, mais en vue de dépasser cette dernière en produisant les contradictions nécessaires entre forces productives et atteindre le stade supérieur de la lutte des classes, le socialisme d'Etat.

Cette vision des choses a incité les révolutionnaires à lutter pour l'émancipation des langues locales et pour leur participation à la structuration de l'ordre social. Il en est allé ainsi du Turkménistan et du Kazakhstan par exemple, avec l'action d'un Valentin Voloshinov. Le même engouement a encouragé les recherches sur le Moldave dans les années 20. Jakobson a consacré ses premières recherches à ce sujet. L'enjeu de ces politiques de la langue était de taille car il fallait à la fois favoriser la modernisation de société encore ancrée dans le féodalisme et s'assurer en même temps de leur fidélité au projet politique d'union révolutionnaire autour de la Russie. Les langues ont ainsi participé au façonnage d'un processus d'union basé sur la recherche de solidarités structurales entre des zones géographiques souvent lointaines. Il s'agissait de rassembler ceux qui se sentent du Nord, de la campagne, d'une zone minière, ou maritime en reliant des caractéristiques climatiques, économiques et culturelles avec des particularités linguistiques, phonologiques ou syntaxiques. La langue locale apparaissait ainsi pour la première fois comme un principe d'internationalisation possible, de dépassement des particularités, permettant d'apprendre à créer de nouvelles zones de développement en fonction de simples proximités structurales. La politique de la langue devenait un outil pour tirer parti de l'archipel constitué par les rhizomes linguistiques.

Ce qu'il faut donc assumer, pour une critique sociale, c'est qu'au XXe siècle, le schéma moderne de la langue comme ferment d'unité nationale par l'identification des sujets à un « parler commun » (ces variations linguistiques dont on pense qu'elles nous définissent...), ce schéma moderne est remplacé par une dynamique totalement différente. La langue n'est plus un enjeu d'unité intérieure, elle est un enjeu d'union extérieure : formuler une grammaire, standardiser une forme d'orthographe et de transcription de l'oralité, distinguer et classer des pratiques phonologiques, c'est non seulement constituer une zone de développement des masses tournée vers l'extérieur, mais aussi modifier les capacités de prise de conscience de ces masses. Le choix d'une politique incertaine d'égalité devant le langage ouvre la multitude à d'autres horizons d'expérience que celui imposé par les contraintes matérielles. Le contrôle sur la langue c'est aussi le contrôle du passage vers l'autre.



Caribbean Festival of Arts

"Our Roots, Our Culture, Our Common Future"

Ministry of Culture | Republic of Haiti.

HOST COUNTRY:
Republic of Haiti

DATE:
August 21st
to
August 30th
2015

DESTINATIONS:
Port-au-Prince
Cayes
Jacmel
Gonaïves
Cap-Haïtien